

nant les dits "extras"; la première réclamation de MM. Corry-Laverdure; l'ordonnance en conseil référant cette réclamation à un arbitrage; la correspondance échangée entre le département, le ministre des Chemins de fer ou aucun de ses officiers, les entrepreneurs ou les avocats concernant cette réclamation et cette référence; les instructions données par le département aux arbitres; le rapport de l'expertise et la preuve présentée aux arbitres; l'adjudication des arbitres; leur rapport au département; la correspondance échangée entre le département et les entrepreneurs ou leurs avocats depuis l'adjudication jusqu'au paiement de l'arbitrage; les ordonnances du Gouverneur général en conseil s'y rapportant; copie des minutes du Treasury Board concernant l'affaire; copie du rapport du ministre de la Justice (l'hon. M. Mills) sur l'adjudication des arbitres, etc.; la correspondance échangée entre le département, les entrepreneurs ou leurs avocats après le paiement du premier arbitrage; copie de la seconde réclamation; copie de l'ordonnance en conseil référant la dite réclamation aux arbitres, ou copie de la lettre du ministre des Chemins de fer comportant telle référence; les minutes des délibérations des arbitres; la preuve produite devant eux; leur rapport au ministre et leur adjudication; la correspondance échangée entre le ministre, le département, les entrepreneurs ou leurs avocats, depuis l'adjudication; copie des rapports faits au conseil à différentes époques concernant cette réclamation; copie des différents rapports du ministre de la Justice à ce sujet; copie de la suggestion faite par le ministre de la Justice que l'affaire fût soumise à la Cour d'Echiquier; copie des minutes du Treasury Board concernant la réclamation; copie des rapports faits à différentes reprises depuis 1895 sur cette réclamation par M. C. Collingwood Schrieber, sous-ministre des Chemins de fer et Canaux; copie des rapports spéciaux faits par l'ingénieur Rogers sur icelle; enfin, copie de la correspondance échangée entre les entrepreneurs ou leurs avocats et le ministre actuel des Chemins de fer et Canaux.

Ordonné, que la dite adresse soit présentée à Son Altesse Royale par ceux des membres de cette Chambre qui font partie du Conseil privé du Roi.

Sur motion de M. Douglas, secondé par M. Ross,

Ordonné, qu'il soit mis devant cette Chambre,—Etat donnant en détail le nombre de renvois d'office faits par le gouvernement actuel jusqu'à date dans la division électorale de Strathcona, ainsi que les noms des titulaires renvoyés, les motifs de renvoi, les plaintes portées contre ces employés, et copie de toute correspondance à ce sujet, et de tous rapports d'enquêtes quand il y a eu enquête.

Sur motion de M. Proulx, secondé par M. Turgeon,

Ordonné, qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toute correspondance, rapports et autres documents et papiers concernant la destitution de H. Lacasse, maître de poste à Wendover, comté de Prescott, Ont., et la nomination de son successeur.

M. Emmerson propose, secondé par M. Marcil,—Qu'il soit émis un ordre de la Chambre, pour copie de tous les documents, correspondance, lettres, télégrammes et rapports en rapport avec la destitution de Martin Lanigan, maître de poste à Rexton, comté de Kent, N.-B.; aussi, de tous les témoignages entendus à toute enquête instituée relativement à ce renvoi; aussi, de toutes les accusations et recommandations en la matière; et de toutes les lettres écrites au ministre des Postes ou à l'un ou l'autre des fonctionnaires du département des Postes par F. J. Robidoux, M.P., ou par toute autre personne en ce qui concerne cette destitution.

Et un débat s'ensuivant;

Sur motion de M. Pelletier, secondé par M. Stanfield,
Ordonné, que le débat soit ajourné.